

THIBAUT, ROY Avocats

SOCIÉTÉ NOMINALE

Me Carl Thibault B.A.
Me Ariane Gagnon-Rocque L.I.m.

Me Maxime Roy
Me Jessy Héroux

Me Jean-Félix Charbonneau
Me Marie-Élaine Poulin

Québec, le 23 janvier 2015

Par courriel : [REDACTED]

Me Sonia Lebel
Procureure en chef
8580, rue Fullum, sous-sol – secteur 0570
Montréal (Québec)
H2K 3L6

**Objet : Réponse écrite de Mme Nathalie Normandeau à l'endroit du préavis
de mauvaise conduite communiqué par la CEIC**

Chère consœur,

Le 2 décembre dernier, vous signiez une lettre adressée à Mme Normandeau visant à l'informer de la possibilité que le rapport final de la *Commission* lui soit défavorable ou encore qu'il lui impute une conclusion de mauvaise conduite¹. De plus, vous lui offriez l'opportunité de présenter de nouveaux éléments de preuve ou des arguments afin de pouvoir y répondre.

¹ Art. 82 des *Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*.

Mme Normandeau, ayant déjà été entendue par la *Commission*, ne présentera pas de nouveaux éléments de preuve. En revanche, nous tenons à vous soumettre certains arguments contenus au sein de cette réponse écrite². En vérité, nous croyons que le comportement et les agissements de Mme Normandeau sont irréprochables et ne devraient faire l'objet d'aucun blâme. Partant, nous établirons, d'abord, certaines remarques générales, et ensuite, nous répondrons de manière générale aux conclusions potentiellement défavorables communiquées par la *Commission*.

Partie I

Remarques générales

Les règles de procédure encadrant le processus de détermination des faits générateurs de responsabilités par une commission d'enquête dite «investigatrice» s'assimilent largement à celui d'un procès civil ou pénal. Or, la jurisprudence dominante a bien établi qu'une telle commission bénéficie de plus de flexibilité qu'un juge d'instance. En revanche, dans une perspective d'éthique publique, il est judicieux d'éviter que les travaux d'une commission d'enquête embrassent trop largement le rôle des tribunaux judiciaires lors de l'attribution de responsabilité individuelle³. Comme l'indiquait - sagement - le professeur MacDonald, il serait préférable que des «circonstances» ou des «systèmes», plutôt que des individus, soient pointés du doigt et que l'attribution publique

² Art. 84 des *Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*.

³ Charles-Maxime PANACCIO, *La détermination des faits et de la responsabilité par la commission d'enquête*, dans «Colloque sur les organismes d'enquête», Actes de la formation juridique permanente, l'Association du Barreau canadien, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009, p. 93-111.

d'un blâme soit laissée à d'autres processus⁴. Au demeurant, les conclusions de fait tirées par la *Commission* devront être raisonnables, justifiables⁵ et leurs valeurs probantes seront appréciées selon leurs forces⁶.

Le 18 juin 2014, Mme Normandeau a été assignée et entendue par la *Commission*. Elle a été interrogée, durant toute une journée, sur l'ensemble des sujets concernés par les conclusions potentiellement défavorables identifiées par les procureurs de la *Commission*. Nous affirmons que cette dernière a rendu un témoignage franc, précis et complet. Il n'y a aucun élément de preuve jetant un ombrage sur son témoignage. Il n'y a aucun élément de preuve permettant de mettre en doute sa crédibilité et sa fiabilité⁷.

Partie II

Conclusions potentiellement défavorables

Mme Normandeau a fait la démonstration patente, lors de son témoignage, que les conclusions présentées ne sauraient être génératrices d'un blâme de la part de la *Commission*. Plus spécifiquement, elle a établi que l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, attribué par ses fonctions de ministre, respectait les lois et règlements l'encadrant. De plus, elle a bien indiqué avoir, en tout

⁴ Roderick A. MACDONALD, *Interrogating Inquiries*, dans «Commission of Inquiry : praise or Reappraise ?», Toronto, Irwin Law, 2003, p. 482; repris de Charles-Maxime PANACCIO, préc., note 3, p. 110; voir également Simon RUEL, *The Law of Public Inquiries in Canada*, Toronto, Carswell, 2010, p. 158.

⁵ *Dunsmuir c. Nouveau-Brunswick*, [2008] 1 R.C.S. 190; voir également Simon RUEL, préc., note 4, p. 158-160.

⁶ Art. 41 des *Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*.


⁷ N.S. 18-06-2014, Vol. 219, p. 1-324.

temps, érigé un mur imperméable visant à séparer, convenablement, ses fonctions de ministre et son rôle de militante.

Partie III

Conclusion

Pour les motifs précédemment exprimés, nous soumettons que Mme Nathalie Normandeau ne devrait pas faire l'objet d'un blâme. De surcroît, elle a bien établi avoir exercé ses fonctions de ministre avec honnêteté et engagement à l'égard des enjeux et dossiers qu'elle devait défendre.


Me Maxime Roy,

Procureur de Mme Nathalie Normandeau